

Consultation sur les nouvelles lignes directrices Agriculture

Commentaires Service Politique Fédéral Santé publique – Belgique

Direction générale Service politique sanitaire Animaux & Végétaux

3.2.4. Transparence

(107) Les États membres doivent veiller à ce que les informations suivantes soient publiées sur la plateforme informatique «Transparency Award Module» de la Commission européenne ou sur un site internet exhaustif consacré aux aides d'État, au niveau national ou régional:

.... Il peut être dérogé à une telle obligation en ce qui concerne l'octroi d'aides individuelles qui ne dépassent pas les plafonds suivants:

- i) [10 000] EUR pour les bénéficiaires opérant dans le secteur de la production agricole primaire;

Le passage du seuil de publication de 60.000 € vers un seuil de 10.000 € est justifié par la Commission parce que « pour la période 2014-2019, avec un seuil de publication fixé à 60 000 EUR pour la production agricole primaire, environ 30 % des aides accordées ont fait l'objet d'une publication. » et « le montant moyen des aides à l'investissement pour la production primaire octroyées pour la période 2014-2019 est estimé à environ 17 000 EUR ».

La Commission ne peut-elle considérer la réduction du seuil à 10.000 € uniquement pour les aides à l'investissement (1.1.1.) puisque c'est le montant moyen de ces aides qui justifient ce nouveau seuil et maintenir le seuil d'exemption à 60.000 € pour les autres catégories d'aides, en particulier les aides en lien avec la gestion des risques (1.2.).

1.2.1.1 Aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires

(326) Les événements extraordinaires acceptés dans le passé par la Commission comprennent la guerre, des troubles internes ou des grèves, **mais aussi, sous certaines réserves et selon leur étendue, des accidents nucléaires ou industriels graves ou des incendies qui entraînent de lourdes pertes.** La Commission continuera à évaluer les propositions d'octroi d'aides d'État conformément à l'article 107, paragraphe 2, point b), du traité au cas par cas, dans le droit fil de sa pratique antérieure en la matière.

La Commission ne pourrait-elle pas ajouter la possibilité d'octroi d'une aide pour les producteurs qui doivent détruire leurs produits et/ou ne peuvent plus commercialiser leurs produits agricoles en raison d'une pollution environnementale dont ils ne sont pas responsables. Le remboursement de l'aide peut être prévue qu'il s'agit d'une aide remboursable en cas d'indemnisation ultérieure par le responsable de la pollution.

1.2.1.3 Aides visant à couvrir les coûts de la prévention, du contrôle et de l'éradication des maladies animales, des organismes nuisibles aux végétaux et de l'infestation par des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union et des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour les États membres, et aides destinées à remédier aux dommages causés par des maladies animales, des organismes nuisibles aux végétaux et des espèces exotiques

envahissantes préoccupantes pour l'Union et des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour les États membres

(368) (b) les bénéficiaires ont souscrit une assurance ou versé des contributions financières à des fonds de mutualisation accrédités dans l'État membre couvrant au moins 50 % de leur production annuelle moyenne ou de leurs revenus liés à la production ainsi que les risques statistiquement les plus fréquents de maladie animale dans l'État membre ou la région concernés pour lesquels une couverture d'assurance est fournie.

Les conditions reprises sous ce point (b) devraient être présentées de manière plus claire afin d'éviter toute confusion d'interprétation par l'EM. En particulier pour le critère « couvrant au moins 50 % de leur production annuelle moyenne ou de leurs revenus liés à la production » pour les fonds de mutualisation » qui pourrait aboutir à la déclaration d'une aide comme illégale si l'EM considère que son fonds de mutualisation remplit cette condition mais que la Commission ne l'envisage pas de la même manière alors que tous les autres critères sont rencontrés.

(373) Les aides liées aux coûts admissibles visés aux points (374) et (375) doivent être octroyées en sous la forme de services subventionnés et être versées au prestataire des mesures de prévention, de contrôle et d'éradication, à l'exception des coûts admissibles visés aux points (371) d) et (372) b) et des coûts admissibles visés aux points (371) e) et (372) c), dans le cas d'organismes nuisibles aux végétaux, et pour le nettoyage et la désinfection de l'exploitation et des équipements.

Il semble y avoir confusion dans les références des aides visées par l'exception autorisant le paiement directement au bénéficiaire.

Ce paragraphe devrait être rectifié de la manière suivante si les aides visées sont bien :

- les coûts d'achat, de stockage, d'administration et de distribution de produits phytosanitaires pour lutter contre les espèces exotiques végétales préoccupantes pour l'Union ou les espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour les États membres;
- les coûts de l'abattage ou de l'élimination et de la destruction des animaux et de la destruction des produits liés à ces animaux, ou de la destruction de végétaux, ainsi que du nettoyage et de la désinfection de l'exploitation et des équipements;
-

comme dans les Lignes directrices 2014-2020.

Rectification : « (373) Les aides liées aux coûts admissibles visés aux points (371) et (372) doivent être octroyées sous la forme de services subventionnés et être versées au prestataire des mesures de prévention, de contrôle et d'éradication, à l'exception des coûts admissibles visés aux points (371) e) et (372) b) et des coûts admissibles visés aux points (371) f) et (372) c), dans le cas d'organismes nuisibles aux végétaux, et pour le nettoyage et la désinfection de l'exploitation et des équipements. »